

ACTU DÉFENSE

SYNTHÈSE DU POINT-PRESSE DU MINISTÈRE DES ARMÉES

26 JANVIER 2018

2018, L'ANNÉE DU RENOUVEAU

Le Président de la République, Emmanuel Macron, a adressé ses [vœux aux armées](#), vendredi 19 janvier, à bord du BPC Dixmude, à Toulon. Il a rappelé l'intensité des derniers mois de 2017 et les étapes capitales franchies : la rédaction de la Revue stratégique préparatoire à la Loi de programmation militaire (LPM), l'augmentation du budget de la défense pour 2018, la relance de l'Europe de la défense, et sur le plan des opérations, la rénovation de l'opération Sentinelle, la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel et la victoire militaire contre Daesh, au Levant.

L'année 2018 débute sur l'élaboration de la LPM 2019-2025 qui fixe l'ambition et le cap pour les armées à l'horizon 2030.

La Revue stratégique, publiée en octobre 2017, a dressé le constat d'un monde où les risques et les menaces se sont accrus, amplifiés, jusqu'à nous toucher directement. Face à ces menaces, le Président a réaffirmé vouloir *une France forte, maîtresse de son destin, protectrice de ses citoyens et de ses intérêts, capable d'assurer sa défense et sa sécurité (...)*. Pour cela, **il nous faut un outil de défense complet, fort, moderne, puissant, mis en œuvre par des armées réactives et tournées vers l'avenir.** Fort de ce constat, Emmanuel Macron a dévoilé les axes majeurs de la LPM : l'amélioration des conditions de vie et de fonctionnement courant des armées, la nécessaire modernisation des équipements et le comblement des réductions capacitaires, la coopération européenne et enfin l'innovation.

2018 : UNE ANNÉE CHARNIÈRE, PLEINE DE PROMESSES ET DE DÉFIS

ET NOUS AURONS BESOIN LES UNS DES AUTRES. (EMMANUEL MACRON, 19 JANVIER, TOULON)

Florence Parly, ministre des armées, a présenté ses [vœux aux armées](#) le 23 janvier, au Cercle national des armées, à Paris.

Dressant son bilan de 2017, la ministre a rappelé les nombreux engagements opérationnels au Sahel, au

Levant, en métropole, et a salué la mémoire des soldats qui ont donné leur vie pour la France.



Elle a particulièrement évoqué l'Europe de la Défense et les enjeux liés à l'industrie de Défense. Enfin, elle a rappelé toute la place des femmes et des hommes de la Défense et la prise en compte des contraintes de leurs métiers. C'est à eux que le Plan Famille est destiné.

En 2018, nous quitterons l'ère de la gestion pour entrer dans le temps de la vision et de l'action. La prochaine loi de programmation militaire porte ce renouveau. La France sera la patrie de la défense moderne. Nous cueillerons les fruits de la remontée en puissance. Nous aurons des effectifs supplémentaires, des



équipements plus sûrs, des systèmes plus innovants, des modes d'action et de déploiement plus agiles.

EN 2018, LA DÉFENSE FRANÇAISE EST DE RETOUR, EMPARONS-NOUS DE CETTE CHANCE !

(FLORENCE PARLY, 23 JANVIER, PARIS)

Le 24 janvier, Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées, a présenté ses

[vœux](#), à l'Hôtel national des Invalides. Elle a rappelé que le lien



armées-nation constitue le fil directeur de toute son action. Dans cet esprit, elle a présenté ses priorités pour 2018 : les actions de réparation et de reconnaissance au profit des anciens combattants et des combattants d'aujourd'hui, la politique de mémoire et la politique culturelle, **les relations entre les armées et la jeunesse.**

CYBERDÉFENSE : UNE PRIORITÉ DU MINISTÈRE

La cyberdéfense sera l'une des priorités de la prochaine loi de programmation militaire 2019-2025. Les capacités du ministère ont atteint une taille significative en moins de 6 ans, en particulier grâce à la création d'un commandement de cyberdéfense (COMCYBER) et de son état-major en 2017. Le ministère dispose d'une force de combat permanente dans ce domaine.

Dans ce contexte, la marine a renforcé ses propres capacités avec notamment, la création en 2015 d'un centre support cyberdéfense spécifique, à Brest. Le lieutenant de vaisseau Olivier, chef du centre, dont l'objectif est la résilience cyber des bâtiments de la marine, a présenté ses principales missions. La première est d'assurer l'entraînement des forces cyber, au travers d'exercices comme DEFNET, ou encore via des plateformes représentatives avec simulation de pannes. La seconde mission est la cyber surveillance, en temps réel, des systèmes d'information de la marine. Pour cela, certains bâtiments comme les FREMM sont équipés de capteurs. Dernière mission du centre, l'investigation numérique qui fonctionne grâce à des groupes d'intervention rapides en cas de cyber attaque. Au delà de ces missions spécifiques, le centre travaille en collaboration avec les experts EMA Cyber et du Centre d'analyse de lutte informatique défensive (CALID) du ministère.



CRÉATION D'UN BTS CYBERDÉFENSE

En septembre 2017, le lycée militaire de Saint-Cyr-l'École a ouvert un BTS cyberdéfense. L'objectif de ce cursus unique en France, **est de former des spécialistes du numérique au service de la Défense.**

Le colonel Thierry Assonion, chef de corps du lycée militaire, et un instructeur ont présenté cette formation novatrice qui répond pleinement aux besoins du ministère en terme de recrutement de cyber combattants. 34 élèves composent cette première promotion de futurs techniciens cyber.

A l'image de Claire, une élève venue témoigner, la motivation réside dans un enseignement concret, militaire et, une passion certaine pour l'informatique. Des cours techniques spécifiques abordent la programmation, la sécurité des systèmes d'information ou encore les langues rares comme l'arabe ou le russe.

10^E FORUM INTERNATIONAL DE LA CYBERSÉCURITÉ (FIC)

Le ministère des armées est partenaire du FIC et s'associe chaque année à ce rendez-vous, devenu incontournable pour la communauté numérique française et européenne. La 10^e édition s'est tenue les 23 et 24 janvier, à Lille. Elle avait pour thème la cyber-résilience, qui suppose, à l'ère de l'hyperconnexion, une approche systémique de la sécurité impliquant à la fois les individus, les processus et les techniques.



Florence Parly, présente sur le salon le 23 janvier, a réaffirmé toute l'importance que revêt le numérique pour le ministère et *la conviction que le numérique structure le champ de bataille. D'ici 2025, le ministère des Armées comptera 4000 cyber combattants [...]* De plus, le projet de loi de programmation militaire prévoit qu'entre 2019 et 2025, les armées consacrent 1,6 milliard à la lutte dans l'espace numérique. C'est un investissement conséquent qui atteste de notre ambition dans ce domaine : la France doit s'imposer comme un acteur incontournable de la cybersécurité.

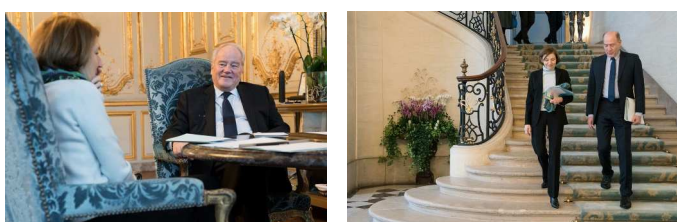
Elle a souligné que le ministère des armées se trouve au croisement de tous les enjeux de la cybersécurité. Il en est la pièce centrale. Et c'est pourquoi il s'engage à mener à bien le combat de la cybersécurité. Dans cette optique, la ministre a rappelé quelques projets qui ont déjà été lancés : l'étude ARTEMIS sur l'apport de l'intelligence artificielle à la cyberdéfense, le pôle d'excellence cyber qui a su constituer et animer un vivier complet de compétences autour de Rennes, ou encore le projet Intelligence Campus, qui créera un écosystème innovant dans le domaine du traitement massif de données.

[Discours FIC](#)

AGENDAS MINISTÉRIELS

LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Dans le cadre des travaux d'élaboration de la LPM 2019-2025, la ministre des armées a rencontré successivement, mardi 23 janvier, **Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, et Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.** Ce dialogue avec le Parlement est indispensable pour élaborer les choix structurants de la programmation militaire.



DÉPLACEMENT EN ASIE

La ministre des armées se déplace en Asie, du jeudi 25 au mardi 30 janvier. Elle se rend successivement au Japon et en Malaisie.

Le 26 janvier, Florence Parly et Jean-Yves Le Drian rencontrent leurs homologues dans le format 2+2 France Japon. Le partenariat stratégique de défense franco-japonnais est en plein essor, notamment depuis l'instauration de cette logique de dialogue en format 2+2, qui renforce véritablement le **partenariat d'exception** signé en 2013 entre les deux pays. La France et le Japon partagent

une vision commune sur les questions de sécurité internationale, en privilégiant le multilatéralisme.



De son côté, la relation de défense franco-malaisienne est l'une des plus importantes d'Asie du Sud-Est. Elle est ancienne et s'appuie sur l'accord intergouvernemental signé en 1993. Elle repose sur trois piliers : le dialogue stratégique, la coopération structurelle (développement de la base industrielle de défense malaisienne, participation à l'effort de formation des cadres militaires malaisiens) et les grands programmes d'armement.

TOUR DE FRANCE DE L'ÉGALITÉ

Lundi 22 janvier, Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, ont participé, à une Journée défense et citoyenneté (JDC) et, visité le centre du Service militaire volontaire (SMV) de Châlons-en-Champagne (Marne), dans le cadre du Tour de France de l'égalité. Lancé en octobre par le gouvernement, le « Tour de France de l'égalité entre les femmes et les hommes », est destiné à recueillir la parole des citoyens et leurs attentes vis-à-vis des pouvoirs publics sur ce sujet



Lors de la JDC, les deux secrétaires d'État ont participé avec 50 jeunes appelés à un atelier-débat sur la citoyenneté et les fondamentaux de l'égalité. Elles ont rencontré ensuite des jeunes engagés volontaires du SMV, afin d'échanger sur l'égalité professionnelle et la mixité des métiers.



COMMISSION HARKIS

Conformément à la volonté du Président de la République, exprimée le 25 septembre dernier, à l'occasion de la journée nationale d'hommage aux Harkis, Geneviève Darrieussecq a souhaité constituer un groupe de travail, avec pour **mission d'évaluer les dispositifs de reconnaissance et de réparation existants, de prendre en compte la situation socio-économique des harkis et de proposer des mesures afin de permettre la préservation de la mémoire et une réparation adaptée aux situations diverses que rencontrent les harkis et leurs familles.** Il s'est réuni pour la 1^{ère} fois mardi 23 janvier. Ses conclusions seront rendues en mai 2018 et serviront de base à un nouveau plan d'action à destination des harkis.

[Communiqué de presse](#)

ARMÉE DE TERRE : VISITE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES DU SÉNAT AU 1^{ER} RÉGIMENT ÉTRANGER DE CAVALERIE

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général d'armée Jean-Pierre Bosser, a convié, jeudi 25 janvier 2018, les sénateurs de la commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées, au 1^{er} REC de Carpiagne.



L'objectif était de faire découvrir aux membres de la commission, l'armée de terre, de façon concrète et pratique, en apportant des éléments de compréhension sur son présent et les principaux défis d'avenir qui l'attendent.

Tout au long de la journée, ils ont rencontré les soldats, échangé avec eux sur leur engagement, leur fierté de servir, mais également sur leurs préoccupations et leurs attentes. Les sénateurs ont pu également approfondir la notion de groupement tactique interarmes, une structure de circonstance intégrant différentes capacités complémentaires pour l'engagement opérationnel.

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES (SSA) : UNE ORDONNANCE AU SERVICE DU SOUTIEN MÉDICAL DES FORCES

Lors du conseil des ministres du 17 janvier 2018, la ministre des armées, Florence Parly, a présenté **une ordonnance relative au Service de santé des armées (SSA) et à l'Institution nationale des invalides (INI).** Cette ordonnance renforcera la capacité du SSA à remplir sa mission prioritaire de soutien médical des forces armées et facilitera la mise en œuvre de la politique d'ouverture vers le système public de santé.



Elle favorisera le développement de synergies entre le SSA et les acteurs de santé au bénéfice tant des forces armées que de la population. Le SSA confortera, pour sa part, sa place comme un acteur à part entière du système public de santé contribuant ainsi à la protection de la santé du pays et à la résilience de la Nation. Ses compétences spécifiques et son expertise en matière de préparation et de gestion des situations sanitaires exceptionnelles pourront être mises à profit efficacement, notamment en cas d'attentat majeur ou de menace nucléaire, radiologique, biologique ou chimique. Parallèlement, les autres acteurs du système de santé pourront contribuer à répondre aux besoins spécifiques de la défense.

Enfin, cette ordonnance favorisera un parcours de soins coordonné au profit des blessés militaires par la mise en place d'une coopération renforcée entre les hôpitaux des armées d'Île-de-France et l'INI.

ACTUALITÉ DES OPÉRATIONS

MISSION LYNX 3

Le 22 janvier, une cérémonie a officialisé le lancement de la mission Lynx 3 en Lituanie.

Armée par le 5^e régiment de Dragons, renforcé d'un détachement VHM du 7^e Bataillon de chasseurs alpins, le sous-



groupement français débute maintenant une phase de certification afin d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle et d'être en mesure d'assumer pleinement sa mission de présence avancée au profit de l'OTAN. Dans ce cadre, le premier exercice du détachement débute le 26 janvier.

MARINE NATIONALE : COOPÉRATION ACCRUE DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Les États riverains du Golfe de Guinée doivent lutter contre des menaces communes : la pêche illícite, les trafics illégaux, la piraterie, la pollution en mer. Ces menaces constituent un frein au développement économique. L'exemple de la pêche est, à ce titre, très illustratif : on estime en effet à 40 % le volume de pêche illégale dans la zone, soit un préjudice de 1,5 milliards de dollars.

Depuis le sommet de Yaoundé en juin 2013, des objectifs clairs ont été définis pour améliorer la sécurité maritime dans la zone. En septembre dernier, un symposium s'est tenu à Dakar réunissant les chefs d'état-major de 18 marines riveraines du golfe de Guinée. Il a donné lieu à des engagements concrets en matière de sécurité maritime, qui s'appuient sur une coopération et une coordination accrue entre états du golfe de Guinée. Très impliquée dans ce processus, la marine française a développé des exercices de grande ampleur, baptisés African NEMO, amenant les pays riverains à coopérer dans le domaine de la sécurité maritime en incluant les structures à terre (sémaphores et centres de contrôle opérationnel). Ces exercices s'appuient sur des scénarios réalistes mettant en scène des bâtiments simulant le comportement d'un contrevenant.

En 2018, une nouvelle étape vient d'être franchie dans le domaine de la coopération. En plus de ces exercices qui développent les savoir-faire de l'action de l'Etat en mer, des patrouilles opérationnelles communes sont désormais réalisées avec nos partenaires africains. Début janvier, deux patrouilleurs du Bénin et un patrouilleur togolais ont ainsi patrouillé avec le patrouilleur de haute mer (PHM) *Lieutenant de Vaisseau Lavallée* et, le 20 janvier dernier, le patrouilleur nigérian *Sagbama* a mené une mission de surveillance au large des plates-formes pétrolières nigérianes. Cette



évolution témoigne de la volonté des marines du Golfe de Guinée d'assurer eux-mêmes leur sécurité maritime, conscients de l'enjeu que représentent ces espaces maritimes dans une zone où le trafic commercial est en nette augmentation et où les ressources halieutiques sont particulièrement convoitées.

ARMÉE DE L'AIR : DERNIER ENTRAÎNEMENT LONGUE DISTANCE POUR LES MIRAGE 2000N

Le Mirage 2000N sera retiré des forces à l'été 2018, après 30 ans de service opérationnel au sein de l'armée de l'air. Un retrait qui marquera le passage des Forces aériennes stratégiques (FAS) au « tout Rafale ». L'escadron de chasse 2/4 « La Fayette » entre ainsi dans ses derniers mois de mission sur l'avion, à bord duquel ses pilotes et navigateurs ont réalisé début janvier un ultime entraînement longue distance.



Ce type d'entraînement est spécifique à la mission de dissuasion nucléaire. Il permet d'exercer les équipages à réaliser une pénétration en très basse altitude et à très grande vitesse, après un vol longue distance. L'exercice conduit en janvier impliquait une patrouille de 3 Mirage 2000N. Les chasseurs ont décollé de la base aérienne 125 d'Istres pour rejoindre la base 188 de Djibouti, après quasiment 8 heures de vol et plusieurs ravitaillements sur Boeing C135. Le scénario avait prévu que des forces d'opposition tentent d'intercepter la patrouille à son arrivée sur le territoire djiboutien, avant que le raid aboutisse à la simulation d'un tir de missile ASMP-A.

Les pilotes et navigateurs de Mirage 2000N ont poursuivi leur entraînement en participant, durant 2 semaines, à un exercice complémentaire dédié aux missions d'assaut et d'appui aérien. Ils ont évolué aux côtés des pilotes des Mirage 2000-5 de l'escadron de chasse 3/11 « Corse » qui, eux, s'exerçaient à des missions de défense aérienne complexes, sur la base de scénarios variés.

Fin de service opérationnel pour les Mirage 2000N.

2 Mirage 2000N et 3 équipages d'Istres sont déployés depuis le mois de décembre dernier au Tchad et au Niger, pour une durée de 4 mois, dans le cadre de l'opération Barkhane. Ils assurent l'appui aérien nécessaire aux missions de lutte contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne. En métropole, les M2000N continuent de participer à la posture de dissuasion, ainsi qu'à l'ensemble des opérations et exercices menés par les FAS.

FORCES ARMÉES EN GUYANE : MISSION TITAN

Cette semaine en Guyane, et pour la première fois en 2018, le dispositif aéroterrestre TITAN a été déployé pour le déplacement du vecteur Ariane 241 vers son bâtiment d'intégration lanceur et d'assemblage final.

Le dispositif repose sur des patrouilles permanentes couplées à un dispositif de protection terrestre, maritime et aérien mis en place pendant toute la période de vulnérabilité du lanceur. Il mobilise de l'ordre de 200 militaires. L'opération Titan fêtera son dixième anniversaire le 19 avril prochain.



BOIS BELLEAU 100 : DES V22 SUR LE TONNERRE

Le groupe amphibie franco-américain *Bois Belleau 100* poursuit son déploiement dans le golfe arabo-persique.



Il a réalisé cette semaine différents exercices d'appontages avec des hélicoptères américains Blackhawk d'ARCENT (Army Central Command) et

un V22 Osprey de MARCENT (Marines Central Command). Le dernier appontage d'un V22 Osprey sur le BPC Tonnerre avait eu lieu en 2016.

OPÉRATION CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THÉÂTRE

Sur le théâtre irako-syrien, les opérations se poursuivent avec pour objectif : de défaire les dernières poches terroristes résiduelles en Syrie et de sécuriser les territoires récemment libérés en Irak pour y empêcher toute résurgence de Daech.

Poursuite des combats en Syrie

Les opérations n'ont pas connu d'évolution significative cette semaine. La dynamique récente des Forces démocratiques syriennes (FDS) a été freinée par les mauvaises conditions météorologiques qui limitent les possibilités d'appui aérien de la coalition. Les FDS ont profité de cette pause pour renforcer leur manœuvre d'encerclement autour de la ville d'Hajin, permettant d'isoler davantage ce point d'appui de Daech sur l'Euphrate.

Poursuite des actions de sécurisation

En Irak, les opérations de sécurisation se poursuivent. Les forces de sécurité irakiennes (FSI) n'y rencontrent qu'une faible résistance de Daech mais continuent toujours de découvrir de nombreuses caches d'armes.



Retour des déplacés

En Irak, les autorités irakiennes ont annoncé le retour en un mois d'environ 460 000 déplacés dans leur ancien lieu d'habitation, plus haut chiffre depuis le déclenchement du conflit en 2014. Le principal obstacle à ces retours demeure le nettoyage des engins explosifs improvisés et autres pièges qu'a laissés Daech dans ces zones.

Le général Parisot, Senior National Representative français au sein de l'opération Inherent Resolve et chef de la cellule en charge des opérations civilo-militaire de la Coalition, suit avec attention ces flux de déplacés et l'évolution de la situation humanitaire dans la zone d'opération de la Coalition.

Formation des forces de sécurité irakiennes

Le 21 janvier, la Task Force Narvik a débuté un nouveau stage de formation d'un mois au profit d'une centaine de futures recrues de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS). Un stage intitulé Deep Recon débutera également le 3 février au profit d'une vingtaine de stagiaires appartenant à l'ICTS qui vont être spécialisés dans les techniques de recueil de renseignement tactique.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

La Task Force Wagram en appui des opérations de sécurisation

La Task Force Wagram poursuit son appui aux opérations de sécurisation menées dans la vallée de l'Euphrate. Cette semaine, quatre missions de tirs ont été réalisées au profit des forces de sécurité irakiennes (3 missions d'éclairage et 1 mission d'interdiction - bilan du 17 au 23 janvier). Depuis le début de sa mission, la TF Wagram, a réalisé 1610 missions de tirs.

ACTU DÉFENSE

Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations

Cette semaine, l'activité aérienne a permis d'assurer des missions de renseignement et d'appui au profit des forces de sécurité irakiennes et des forces démocratiques syriennes. Elle a donné lieu à 12 sorties aériennes (bilan du 17 au 23 janvier) au cours desquelles deux frappes ont été réalisées, toutes deux en Syrie dans le secteur d'Abu Kamal.

Bilan total depuis le 19/09/2014 :

7688 sorties / 1431 frappes / 2219 objectifs neutralisés.

OPÉRATION BARKHANE

APPRÉCIATION DE LA SITUATION

57^e anniversaire des forces armées maliennes

Les forces armées maliennes ont célébré cette semaine le 57^e anniversaire de leur création. Elles comprennent aujourd'hui plus de 13 000 hommes, et se composent d'une armée de terre, d'une armée de l'air, d'une Garde nationale ainsi que d'une gendarmerie. En 2017, Barkhane a conduit près de 150 actions de formation différentes au profit des forces armées maliennes.



Renfort britannique à Barkhane

Le 18 janvier dernier, lors du Sommet de Sandhurst, le gouvernement britannique a annoncé l'envoi de renforts aux opérations de lutte contre le terrorisme actuellement menées au Sahel. Ces renforts seront constitués de trois hélicoptères de transport CH-47 Chinook avec l'ensemble du personnel nécessaire à leur mise en œuvre et à leur entretien.

Une situation sécuritaire toujours tendue au Centre Mali

La situation sécuritaire demeure dégradée au centre du Mali avec des groupes armés terroristes qui y poursuivent leurs exactions, tentant ainsi d'augmenter leur influence sur la population de la région. Cette stratégie de terreur s'est encore manifestée cette semaine : le 25 janvier, les groupes armés terroristes ont en effet causé la mort d'une vingtaine de civils, dont des femmes et

des enfants, tués dans l'explosion d'une mine au passage de leur bus dans le centre du Mali.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

Opérations de sécurisation dans la zone des trois frontières...

La force reste engagée au côté des forces armées maliennes dans des opérations conjointes de reconnaissance et de contrôle de zone dans la région des trois frontières. Barkhane poursuit ainsi son effort dans cette zone afin d'y déloger les groupes armés terroristes, en particulier l'EIGS et Ansaroul Islam.

Les résultats sont d'ores et déjà probants. En effet, depuis plusieurs semaines la situation sécuritaire dans la zone, habituellement très dégradée, n'a pas connu d'évènement sécuritaire notable, à l'exception de l'attaque suicide contre un véhicule de Barkhane le 11 janvier dernier. Par ailleurs, plusieurs terroristes ont été capturés et remis aux autorités maliennes.

... couplées à des actions au profit des populations locales

Cette semaine, plusieurs actions ont été réalisées au profit des populations locales, notamment à Tin Hama et In Deliman où Barkhane a contribué à réparer un puits, et à construire des abreuvoirs. La construction de la première tranche des structures d'un futur marché en dur a également été entreprise. Ces projets initiés par Barkhane ont été exécutés par des travailleurs locaux.

OP CHARENTE 21 : une opération logistique complexe

Ces dernières semaines, le bataillon logistique de la force Barkhane a conduit une nouvelle opération Charente, la 21^e du nom. Cette opération majeure de ravitaillement, qui relie Gao à Tessalit, s'est achevée le 19 janvier avec le retour du convoi à Gao. Manœuvre d'ampleur à dominante logistique, elle a permis le ravitaillement des emprises françaises situées au Nord Mali.

Sorties air hebdomadaires (bilan du 17 au 23 janvier inclus) : 34 sorties chasse / 24 sorties RAV ISR / 46 sorties transport.

Total : 104 sorties (107 la semaine dernière).

Contact presse opérations et CEMA :
09 88 68 28 65 / 09 88 68 28 66 emapresse@gmail.com